

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CENTRAFRICAINE



B.P: 1518 Bangui - RCA

Tél: +236 21 61 70 72 Cell: +236 75 11 41 02

E-mail: secretariat@cecarca.org / infos@cecarca.org

Site Web: www.cecarca.org

RECONSTRUISONS ENSEMBLE NOTRE PAYS DANS LA PAIX!

MESSAGE DES ÉVÊQUES DE CENTRAFRIQUE AUX FIDÈLES CHRÉTIENS, AUX HOMMES ET AUX FEMMES DE BONNE VOLONTÉ

Au seuil de cette nouvelle année 2014, nous, Évêques de Centrafrique, présentons nos vœux de paix et de longévité à tout le peuple centrafricain, malgré la situation difficile que traverse notre pays. Aux gouvernements français, congolais et tchadien, aux familles respectives des soldats tombés sur le terrain pour notre libération ainsi que tous les compatriotes qui ont perdu un être cher, nous présentons nos condoléances.

*« Gloire à Dieu au plus haut des cieux et sur la terre paix aux hommes qu'il aime »
(Lc 2, 14).*

Tel est le chant d'action de grâce des anges qui annonçaient aux bergers la naissance du Fils de Dieu qui a pris chair de notre chair. Il a épousé notre condition humaine à l'exception du péché. L'événement de la Nativité célèbre la naissance du Prince de la Paix, celui qui libère l'homme de ses peurs, le met en confiance et lui permet de vivre dans l'harmonie avec ses frères et sœurs. Noël, Jour de Joie et de Paix ! Nous en avons malheureusement fait un jour de pleurs et de deuil. Alors que par le monde, on célébrait cet heureux événement, nous passons notre temps à nous entretuer. Les populations de Bossangoa, Bouar, Bozoum, Gaga et Bangui ont été particulièrement traumatisées par ces violences fratricides. Comment en sommes-nous arrivés à cette déchéance humaine ?

1. Une crise militaro-politique qui a brisé notre cohésion sociale

Des revendications d'ordre socio-politique ont poussé certains Centrafricains à entrer en rébellion armée. L'avancée fulgurante de la coalition *seleka* sur le terrain militaire a contraint le Président déchu à la fuite et par conséquent à un changement politique. Ce mouvement a été porté en grande partie par des mercenaires tchado-soudanais et des jeunes désœuvrés, engagés au fur et à mesure de l'avancée de la *seleka*, qui ont commis de nombreuses exactions (vols, viols, pillages, violences, assassinats...) sur les populations civiles. Ils ont déstructuré le système administratif, économique, en un mot la vie de la nation en mettant en mal la cohésion sociale. Des droits humains ont été bafoués.

La déliquescence de l'État et le silence complice de nos gouvernants, de la classe politique ainsi que la lenteur dans la mobilisation de la communauté internationale ont poussé ceux qui se sont sentis victimes de ce système à prendre la loi entre leurs mains et à s'organiser en mouvements d'auto-défense pour la protection de ce qui leur restait. C'est la réactivation d'un phénomène qui ne date pas d'aujourd'hui. En effet les *anti-balaka* qui sont connus sous plusieurs appellations ont fait leur entrée sur la scène nationale dans les années 1990 pour lutter contre les bandits de grand chemin tristement appelés *zaraguinas*. Dans le nord-ouest, plus particulièrement, ils ont été toujours actifs dans la lutte contre les *Mbarara* et les *Houda*, ces gardiens de bœufs d'origine tchadienne, lourdement armés, qui ne respectent pas les couloirs de transhumance, volent des bœufs des paysans et des peulhs centrafricains et font paître leurs troupeaux dans les champs des paysans.

Dans cette opposition armée entre *seleka* et *anti-balaka*, nous sommes entrés dans un cycle de représailles et de contre-représailles dans lesquelles les populations civiles sont prises en otage. Nous condamnons ces violences quelles que soient leurs origines.

Par ailleurs nous n'acceptons pas les amalgames qui consistent à faire des *anti-balaka* une milice chrétienne. En effet les *anti-balaka* sont l'expression du ras-le-bol d'une partie de la population constituée majoritairement de jeunes face aux nombreuses exactions commises par les rebelles de la *seleka*. Toutefois nous réitérons que tous les *anti-balaka* ne sont pas des chrétiens et que tous les chrétiens ne sont pas des *anti-balaka*. Il en est de même pour les *ex-seleka* et les musulmans. Les imprécisions terminologiques qui consistent à assimiler les *anti-balaka* à une milice chrétienne doivent être corrigées. Cet amalgame propagé par les médias nationaux et internationaux induit à donner une connotation confessionnelle à une crise qui est avant tout politique et militaire.

2. Reconnaissance à la communauté internationale

Plongés au cœur d'une crise sans précédent, nous avons prouvé nos limites et notre incapacité à nous en sortir par nous-mêmes. Grâce au concours de la communauté internationale, et dans la continuité avec la Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC), l'adoption de la résolution 2127 (2013) du Conseil de Sécurité relative à la République Centrafricaine a permis le déploiement de la Mission Internationale de Soutien à

la Centrafrique (MISCA) avec l'appui de l'opération SANGARIS. Nous exprimons la gratitude du peuple centrafricain à ces frères et sœurs qui se sont engagés au prix de leur vie pour nous recréer les conditions d'un vivre-ensemble dans la quiétude et la sérénité. Nous saluons le professionnalisme de ces hommes qui se sont engagés à rétablir la sécurité et l'ordre public dans un pays où l'État est défaillant et où les tensions intercommunautaires constituent une réelle menace pour la cohésion sociale.

Nous le reconnaissons, cette mission en faveur de la sécurité et de la paix en Centrafrique est difficile. Toutefois certains incidents montrent à suffisance l'ambiguïté de la participation des troupes tchadiennes dans cette force internationale. Aussi demandons-nous que la lumière soit faite à ce sujet et que des conséquences en soient tirées. Car depuis plus d'une décennie, les relations militaro-politiques entre le Tchad et la RCA ont poussé le peuple centrafricain à se méfier de l'armée tchadienne et à considérer celle-ci comme une menace.

3. Notre responsabilité en tant que chrétiens et citoyens

Nous nous réjouissons de la sollicitude manifestée par la communauté internationale à notre endroit. Nous bénéficions de l'attention des humanitaires qui bravent le danger et l'insécurité pour venir en aide à nos frères et sœurs déplacés. Aussi importante que soit cette assistance, la résolution de la crise ne se fera pas sans les Centrafricaines et les Centrafricains. Il est donc opportun que chacun assume sa part de responsabilité dans cette crise qui a plongé notre pays dans le chaos et nous a antagonisés les uns aux autres.

Les jeux politiques et la sauvegarde des intérêts égoïstes et particuliers ont vidé notre société des valeurs humanistes et du respect de la personne, créée à l'image et à la ressemblance de Dieu (cf. Gn 1, 26). Chrétiens, nous sommes appelés à refléter la lumière de Dieu dans nos engagements politiques, économiques et sociaux. C'est d'ailleurs en ce sens que le Pape François, dans l'Encyclique *Lumen fidei* au n° 51, nous exhorte à revenir à l'essentiel de la foi qui nous caractérise :

« En raison de son lien avec l'amour (cf. Ga 5, 6), la lumière de la foi se met au service concret de la justice, du droit et de la paix. La foi naît de la rencontre avec l'amour originaire de Dieu en qui apparaissent le sens et la bonté de notre vie ; celle-ci est illuminée dans la mesure même où elle entre dans le dynamisme ouvert par cet amour, devenant chemin et pratique vers la plénitude de l'amour. La lumière de la foi est capable de valoriser la richesse des relations humaines, leur capacité à perdurer, à être fiables et à enrichir la vie commune. La foi n'éloigne pas du monde et ne reste pas étrangère à l'engagement concret de nos contemporains. Sans un amour digne de confiance, rien ne pourrait tenir les hommes vraiment unis entre eux. Leur unité ne serait concevable que fondée uniquement sur l'utilité, sur la composition des intérêts, sur la peur, mais non pas sur le bien de vivre ensemble, ni sur la joie que la simple présence de l'autre peut susciter. La foi fait comprendre la structuration des relations humaines, parce qu'elle en perçoit le fondement ultime et le destin définitif en Dieu, dans son amour, et elle éclaire ainsi l'art de l'édification, en devenant un service du bien commun. Oui, la foi est un bien pour tous, elle est un bien commun, sa lumière n'éclaire pas seulement l'intérieur de l'Église et ne sert pas seulement à construire

une cité éternelle dans l'au-delà; elle nous aide aussi à édifier nos sociétés, afin que nous marchions vers un avenir plein d'espérance ».

Notre foi nous engage au cœur des combats pour la vie et la promotion de la dignité humaine. Qu'en faisons-nous en ce moment de crise ? La tentation de la vengeance est grande. Des musulmans, accusés à tort ou à raison d'être complices des *seleka*, ont été livrés à la vindicte populaire et exécutés sans raison. Rappelons-nous que la vie est sacrée : « Tu ne tueras point » (Dt 5, 17). Que justice soit faite selon les principes de la loi.

4. La lutte pour la promotion humaine et la cohésion sociale

Nous offrons une scène déplorable de nous-mêmes et de notre pays. Nous nous complaisons à détruire le peu d'infrastructures qui nous restent. Le constat est affligeant. Le pays est par terre à l'image des fruits pourris qui jonchent le sol de nos villages alors que les populations sont en débandade, errant en brousse comme des animaux sauvages. Loin des revendications de consolidation de l'unité nationale, de renforcement de la cohésion sociale et de bonne gouvernance dans la répartition équitable des richesses nationales, évoquées par la coalition *seleka* pour la prise du pouvoir, le pays a été plutôt plongé dans la désolation : les routes ne sont plus entretenues, les hôpitaux sont détruits ou privés de médicaments et de personnel soignant. Les personnes vivant avec le VIH-SIDA n'ont plus accès à leurs médicaments. Les écoles n'existent plus. Nous nous acheminons vers une deuxième année blanche. Avons-nous seulement conscience des enfants en âge de scolarité que nous sacrifions sur l'autel de cette crise ? L'administration est inexistante ; les fonctionnaires sont au chômage et les jeunes sont sans occupation. Il n'y a aucun signe de progrès. Le respect de l'homme dans son intégrité physique et dans la protection de ses biens n'est plus garanti. Tuer devient un acte banal et anodin. Nous plongeons dans la "culture de la violence et de la mort".

Ne nous leurrions surtout pas. Les violences fratricides nous fragilisent. Elles limitent sinon détruisent l'impact des investissements qui ont été consentis pour le développement de notre pays. Opter pour la violence et l'auto-destruction, c'est se tromper de combat. L'essentiel est ailleurs. La véritable bataille est celle du développement, de la relance économique et de la lutte contre la pauvreté, la misère et l'impunité. Les défis à relever sont énormes dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'habitat, de l'alimentation, de la protection et de la sécurité, des infrastructures diverses. En substance, il s'agit de redonner aux Centrafricaines et Centrafricains leur dignité de filles et fils de cette nation que nous avons reçue en héritage de nos ancêtres. Aussi le gouvernement doit prendre ses responsabilités devant la nation et devant l'histoire. En effet on ne gouverne pas un peuple avec la ruse, la manipulation et le mensonge.

5. La promotion de l'unité nationale

Notre comportement actuel est un discrédit total aux valeurs d'unité, dignité et travail sur lesquelles est posé le socle de notre nation centrafricaine. L'unité nationale, telle que conçue par Barthélemy Boganda, s'inscrivait dans son projet panafricaniste des *Etats-Unis d'Afrique Latine* dont nous gardons jalousement le drapeau avec ses quatre bandes horizontales traversées par une autre bande verticale et frappées d'une étoile. Les bandes de

couleurs diverses représentaient chacun des pays constitutifs de cette fédération et leur spécificité : le bleu pour le Congo et son océan, le blanc pour le Tchad et son coton, le vert pour le Gabon et ses forêts, le jaune pour l'ancien Oubangui-Chari et ses richesses minières, le rouge du sang versé unissant tous ces peuples marchant vers l'étoile de l'émancipation. Il apparaît de toute évidence que la xénophobie n'a aucune place dans un tel projet. Prenons garde que la crise n'endurcisse notre cœur contre nos frères et sœurs et nous fasse remettre en cause les avantages de l'accueil et de l'hospitalité pour lesquels notre pays est reconnu. Il est désolant de voir partir en cascades des frères et sœurs qui se sont établis en Centrafrique depuis des décennies et qui ont contribué au développement de notre pays. Il est aussi écœurant d'entendre certains compatriotes envisager la partition de la République Centrafricaine.

6. La fraternité

Par la promotion de l'unité et le sens de l'accueil et de l'hospitalité, nous nous inscrivons dans la dimension pratique de la fraternité en tant que fondement et route pour la paix comme l'a si bien rappelé le Pape François dans son message à l'occasion de la célébration de la 47^{ième} journée mondiale de la paix. Au-delà des obstacles qui s'opposent à la réalisation de la fraternité et à la découverte des chemins de leur dépassement, « il est fondamental de se laisser guider par la connaissance du dessein de Dieu, tel qu'il est présenté de manière éminente dans la Sainte Ecriture ». Nous allons ainsi à la reconnaissance de l'autre comme un frère ou une sœur en dépit des différences qui le/la caractérisent. Loin d'être un obstacle au vivre-ensemble, les différences constituent bien au contraire des richesses. C'est ainsi que le Pape tire avec force les implications de notre engagement à la suite du Christ :

« Celui qui accepte la vie du Christ et vit en Lui, reconnaît Dieu comme Père et se donne lui-même totalement à Lui, en l'aimant au-dessus de toute chose. L'homme réconcilié voit en Dieu le Père de tous et, par conséquent, il est incité à vivre une fraternité ouverte à tous. Dans le Christ, l'autre est accueilli et aimé en tant que fils ou fille de Dieu, comme frère ou sœur, non comme un étranger, encore moins comme un antagoniste ou même un ennemi. Dans la famille de Dieu, où tous sont enfants d'un même Père, et parce que greffés dans le Christ, fils dans le Fils, il n'y a pas de "vies de déchet". Tous jouissent d'une dignité égale et intangible. Tous sont aimés de Dieu, tous ont été rachetés par le sang du Christ, mort et ressuscité pour chacun. C'est la raison pour laquelle on ne peut rester indifférent au sort des frères » (n°3).

Dans la perspective d'une fraternité bien assumée, la responsabilité de chaque Centrafricaine et Centrafricain est engagée. Tout ne pourra pas être fait à notre place par la communauté internationale.

7. Le pardon en tant que processus de guérison

La crise est un processus qui peut conduire à la croissance, à l'épanouissement et au développement humain et intégral de l'homme. C'est dans cette perspective que, sans sous-estimer les conflits, le Souverain Pontife François, dans l'Encyclique *Lumen Fidei* au n°55, nous exhorte à en faire une occasion de progrès et d'unité :

« La foi affirme aussi la possibilité du pardon, qui bien des fois nécessite du temps, des efforts, de la patience et de l'engagement; le pardon est possible si on découvre que le bien est toujours plus originaire et plus fort que le mal, que la parole par laquelle Dieu soutient notre vie est plus profonde que toutes nos négations. D'ailleurs, même d'un point de vue simplement anthropologique, l'unité est supérieure au conflit ; nous devons aussi prendre en charge le conflit, mais le fait de le vivre doit nous amener à le résoudre, à le vaincre, en le transformant en un maillon d'une chaîne, en un progrès vers l'unité ».

L'insistance sur la nécessité du pardon s'explique à la lumière des exigences évangéliques. En effet Jésus va au-delà des restrictions que veulent imposer les hommes pour proposer un pardon inconditionnel et sans limite (Mt 18, 21-22 ; Mt 5, 38-42). C'est d'ailleurs l'attitude qu'il recommande à ses disciples. Comme ces derniers obtiennent de Dieu la rémission de leurs dettes, ils doivent en faire de même à l'égard de leurs débiteurs (Mt 6, 12). Le pardon ne fait pas l'impasse sur la justice. Mais il donne la chance à chacun de se reconstruire en dépit des nombreuses blessures qui marquent la douloureuse histoire de sa vie.

8. Propositions de sortie de crises

Nous nous accordons à dire que nous vivions dans la concorde mutuelle au-delà de nos convictions politiques, philosophiques et religieuses. Néanmoins cette cohésion sociale a été mise à dure épreuve par la crise qui a semé la haine et la division entre nous. Il est plus que jamais impératif de nous engager à recréer les conditions du vivre-ensemble dans l'intérêt de chacun et de notre chère nation en adoptant des mesures courageuses avec l'aide de la communauté internationale :

- a. Le respect de l'autre dans son intégrité physique et dans la protection de ses biens ;
- b. La refondation de l'appareil sécuritaire par le rétablissement urgent d'une armée républicaine, formée et équipée en vue d'assurer la sécurisation du territoire national et la sécurité de tous les Centrafricains et Centrafricaines ;
- c. La réduction de la période de transition et l'organisation rapide des élections ;
- d. La mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante afin de faire la lumière sur les violations des droits humains en Centrafrique ;
- e. La reconsidération de la présence des troupes tchadiennes au sein de la MISCA;
- f. Le déploiement rapide des casques bleus vu la complexité de l'opération sur le terrain ;
- g. Un désarmement sans complaisance des *ex-seleka*, des *anti-balaka* et de toute personne détentrice d'armes ;
- h. Le désarmement des mains, du cœur et de l'esprit ;
- i. La mise en place du processus de démobilisation, désarmement et rapatriement des mercenaires tchado-soudanais et de réinsertion des combattants centrafricains ;
- j. La confiance ;

- k. La promotion du dialogue entre les fidèles des différentes religions qui cohabitent en Centrafrique ;
- l. La redécouverte et la promotion des valeurs humaines et citoyennes ;
- m. La promotion du dialogue fraternel à tous les niveaux ;
- n. La promotion de la tolérance, du pardon et de la réconciliation ;
- o. Le renouvellement de notre espérance en Dieu et en l'homme ;
- p. La culture de la vérité, de la justice et de la paix ;
- q. La réparation et l'indemnisation des victimes de la rébellion ;
- r. Le développement de la sollicitude dans le partage des biens ;
- s. La résistance à la déchéance morale (jalousie, corruption, haine, passion, colère...) ;
- t. La lutte contre le système d'exclusion sociale fondée sur l'appartenance ethnique, religieuse et régionale ;
- u. La reconstruction du tissu social ;
- v. La promotion de la bonne gouvernance ;
- w. L'assainissement des relations avec les pays voisins, en particulier le Tchad.

9. Conclusion

« Que le Seigneur vous bénisse et vous garde ! Que le Seigneur fasse pour vous rayonner son visage et vous fasse grâce ! Que le Seigneur vous découvre sa face et vous apporte la paix » (Nb 6, 24-26).

L'année 2013 a été une année de grandes épreuves pour tout le peuple Centrafricain. Personne n'a été épargné par cette crise qui a apporté tant de malheurs, endeuillé beaucoup de familles et détruit, non seulement notre tissu social, mais tout notre appareil administratif, judiciaire et mis à terre notre tissu économique. Toutefois le Seigneur ne nous a pas abandonnés. Confiants en sa sollicitude paternelle qui nous exhorte à vivre en frères et sœurs, puisque nous sommes tous ses enfants, prions pour que cette nouvelle année 2014 nous fasse vivre dans la paix et la concorde mutuelle.

Pour un Centrafrique uni et pacifique par l'intercession de Marie, la Reine de la Paix.

Fait à Bangui, le 8 janvier 2014

S. E. Mgr Dieudonné NZAPALAINGA Cssp
Archevêque Métropolitain de Bangui
Président de la CECA



S. E. Mgr Nestor Désiré NONGO AZIAGBIA SMA
Évêque de Bossangoa
Vice-Président de la CECA



S. E. Mgr Édouard MATHOS 
Évêque de Bambari

S. E. Mgr Albert VANBUEL SDB 
Évêque de Kaga-Bandoro

S. E. Mgr Juan José AGUIRRE MUNOZ Mccj 
Évêque de Bangassou

S. E. Mgr Peter MARZINKOWSKI Cssp 
Évêque d'Alindao

S. E. Mgr Guerrino PERIN Mccj 
Évêque de M'Baïki

S. E. Mgr Dennis Kofi AGBENYADZI SMA 
Évêque de Berbérati

S. E. Mgr Armando GIANNI Ofm 
Évêque de Bouar

S. E. Mgr Cyr Nestor YAPAUPA 
Évêque coadjuteur d'Alindao